

● TRANSPORT

Fret: un plan SNCF qui met les syndicats en émoi

Hier, la SNCF a présenté son plan fret lors d'un comité central d'entreprise. Si la direction met un million d'euros sur la table pour cet énième plan de sauvetage du secteur, cela n'aura pas suffi pour rassurer les syndicats qui redoutent une nouvelle saignée pour l'emploi et une filialisation du fret synonyme de privatisation et au final de la «casse du fret».

CONTRE LE DÉMANTÈLEMENT

Ainsi deux à trois cents cheminots CGT se sont rassemblés hier plusieurs heures devant la gare Matabiau à Toulouse pour sensibiliser les voyageurs aux risques de «démantèlement» lié au plan de réorganisation du fret de la SNCF.

«La direction veut se séparer de l'activité wagons isolés, cet abandon, néfaste à l'aménagement du territoire, va entraîner 2,5 millions de trajets en camions supplémentaires

et supprimera 6.000 postes à la SNCF», a déclaré le secrétaire général de la CGT cheminots en Midi-Pyrénées, Eric Ferrères.

La déconfiture du secteur a commencé en 2002, date du retour de la droite au pouvoir. Celle-ci choisit en effet, à ce moment-là, de rompre avec la politique de volume initiée par le gouvernement de la gauche plurielle, qui avait fixé un objectif ambitieux à atteindre en 2010. Désormais, l'entreprise doit privilégier une politique de marge et «s'adapter» à la concurrence. Les plans vont alors se succéder, qui réduiront les capacités de Fret SNCF (10 000 emplois supprimés depuis 2003 et plus de 500 gares fermées au fret).

Pour 2009, la SNCF prévoit des pertes de 600 millions d'euros pour son fret.

Dans son «schéma directeur pour un nouveau transport écologique de marchandises», document exposé en

CCE, l'entreprise publique présente neuf projets industriels, dont le développement de quatre autoroutes ferroviaires (280 millions d'euros d'investissements), du transport combiné terrestre, maritime et fluvial (250 millions) et du réseau fret ferroviaire européen à grande vitesse d'ici 2020 (350 millions).

QUATRE ENTITÉS

Pour «améliorer la performance de fret SNCF (fiabilité, compétitivité)», elle veut constituer «quatre entités spécialisées» par marchés, en lesquelles les syndicats voient de futures filiales de droit privé.

Avec ce plan, serait particulièrement visé le wagon isolé, autrement dit le système de collecte de marchandises «à la carte», organisé auprès des entreprises. La direction prévoit de le faire disparaître, s'inquiètent les syndicats. Des pôles d'activité seraient délégués à des filiales dans le but «d'augmenter la productivité

de 15 % en s'affranchissant de la réglementation du travail de la SNCF», avait alerté la CGT. Avec cette réorganisation, de 4 000 à 6 000 emplois seraient ainsi menacés.

Une aberration économique et sociale, a dénoncé la CGT, qui déplore que les propositions alternatives aient été écartées par la direction. Une aberration environnementale aussi, quand la baisse d'activité du fret ferroviaire impliquerait l'augmentation du trafic routier.

«Que fait-on aujourd'hui?», s'est interrogé hier le secrétaire général de la CGT-cheminots, Didier Le Reste, qui souhaite «peser» sur les décisions, s'il le faut par une grève.

Dé son côté l'Unsa, très remontée contre ce qu'elle percevait comme «une filialisation quasi complète de toutes les activités fret», prévoit «un conflit» si l'entreprise «ne revoit pas sa copie».